



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

étudiants

Question écrite n° 73934

Texte de la question

Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche sur l'actuelle inflation du coût d'accès à l'enseignement supérieur. À partir de la rentrée 2005, les étudiants de premier cycle universitaire devront faire face à une augmentation de 4,24 % de leurs frais de scolarité, augmentation portée à + 4,67 % pour les étudiants en master et + 5,07 % pour les doctorats. Or, cette inflation du coût d'accès à l'enseignement supérieur est encore aggravée cette année par l'augmentation de 3 % du coût de cotisation à la sécurité sociale étudiante. Plus grave, alors que les étudiants voient leurs frais augmenter deux fois plus vite cette année qu'en 2004-2005, le nombre de bourses attribuées ne suit pas. À l'université de Limoges, par exemple, le nombre de bénéficiaires est resté stable depuis quatre ans, autour de 5 700 étudiants. L'aide sociale elle-même n'augmente que de 1,5 %, comme l'année précédente, ce qui est bien peu comparé à l'augmentation globale des coûts à laquelle les élèves doivent faire face. Cet enchérissement global se fait en la défaveur des personnes d'origine modeste et creuse les inégalités en favorisant l'accès aux études pour les mieux nantis. Aussi, sauf à imaginer qu'il s'accommode d'une telle logique, lui demande-t-elle s'il ne devrait pas s'engager dans une politique volontariste visant à garantir une réelle égalité des chances aux nombreux étudiants qui vivent aujourd'hui dans une précarité croissante.

Texte de la réponse

La mise en oeuvre du schéma licence-master-doctorat s'est d'ores et déjà accompagnée d'une importante mesure concernant les droits à bourse puisque désormais les étudiants peuvent bénéficier de sept droits annuels pour l'ensemble du cursus jusqu'au master. Pour pallier les difficultés financières que connaissent certains étudiants à la rentrée, l'essentiel est surtout d'accélérer le premier versement de la bourse. C'est ce à quoi se sont attachés les CROUS, de sorte que les étudiants ayant déposé leur dossier de bourse dans les délais reçoivent leur bourse dès la rentrée universitaire. En France, le système des bourses sur critères sociaux est conçu comme une aide complémentaire apportée à la famille qui n'a pas vocation à se substituer à l'obligation alimentaire des parents. Il prend en compte les revenus de la famille mais aussi ses charges comme le nombre d'enfants et l'éloignement géographique. Aujourd'hui, plus de 510 000 étudiants bénéficient d'une bourse au taux moyen de 2 770 euros, soit 30 % de la population étudiante. À partir de la rentrée universitaire 2005-2006, les taux des bourses sur critères sociaux, qui sont revalorisés de 1,5 % ainsi que les plafonds de ressources, s'échelonnent entre 1 335 euros pour le premier échelon et 3 607 euros pour le cinquième et dernier échelon auxquels il convient d'ajouter l'exonération des droits d'inscription et de sécurité sociale. Parallèlement à ces aides, l'État a créé les allocations d'études qui permettent de prendre en compte certaines situations d'autonomie des étudiants comme la rupture familiale ou l'indépendance familiale avérée. Elles sont au nombre de 11 000 et d'un montant moyen de 3 097 euros qui correspond au quatrième échelon des bourses sur critères sociaux. De manière générale, il faut rappeler que le système d'aides financières existant représente un accompagnement social très important. Ainsi, l'État consacre près de 4,5 milliards d'euros à l'action sociale en faveur des étudiants. Ce budget se répartit en aides directes (bourses, aides au logement, au transport), aides indirectes (oeuvres universitaires, exonération des droits d'inscription) et en aides fiscales (majoration du

quotient familial d'une demi-part et réduction d'impôt pour frais de scolarité pour les enfants inscrits dans le supérieur). Enfin, le Premier ministre, soucieux d'améliorer les prestations apportées aux étudiants, a confié à M. Wauquiez, député de la Haute-Loire, une mission sur le dispositif actuel des aides directes dont les conclusions et les propositions seront remises au ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche au début de l'année 2006.

Données clés

Auteur : [Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont](#)

Circonscription : Haute-Vienne (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 73934

Rubrique : Enseignement supérieur

Ministère interrogé : éducation nationale

Ministère attributaire : éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 septembre 2005, page 8644

Réponse publiée le : 24 janvier 2006, page 715